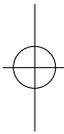


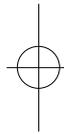
Nacira Guénif-Souilamas

# Ni pute, ni soumise ou très pute, très voilée ?

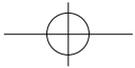
## Les inévitables contradictions d'un féminisme sous influence



Lorsqu'un certain féminisme s'allie avec le républicanisme, deux nouveaux êtres en miroir émergent : la « beurette », à la fois héroïne de l'intégration et victime du communautarisme (viol et voile), et le « garçon arabe ». Leur expérience sociale et sexuée concerne pourtant toute la société française contemporaine.



**V**oici un peu plus d'un an, émergeait de la torpeur hivernale et politique un manifeste, fruit de mobilisations locales et d'assises tenues en Sorbonne par et pour des femmes des quartiers, qui devait faire parler de lui grâce au titre provocateur, « Ni putes, ni soumises », et à la tonalité dénonciatrice que lui donnera sa rédactrice, Fadela Amara. Fort de ce mot d'ordre décoiffant, et en déconnexion progressive avec le bien fondé des questions et revendications posées par ses initiatrices, le manifeste et le collectif qui le promeuvent, seront portés par une vague croissante de sympathie et un engouement qui ne se démentiront pas. Naviguant au gré d'événements tragiques exploités par des médias peu soucieux de discernement et une stratégie tout aussi médiatique, intelligemment menée par la Fédération de la Maison des Potes, bras séculier de SOS Racisme, lui-même « main gauche » du Parti Socialiste, ce qui est désormais nommé « marche des femmes des quartiers contre le ghetto et pour l'égalité » occupe tout l'espace des revendications féministes et fédère dans un consensus mou toutes les tendances qui s'y retrouvent. Naguère encore dévolu à des associations



nées de 68 et des lois destinées à bouleverser l'ordre patriarcal, cet espace s'en trouve ainsi recomposé au profit d'un groupe jusqu'alors réduit au silence, les femmes des quartiers, déplaçant le centre de gravité des revendications féministes vers « le bas ». À distance de l'acmé (point culminant) qu'a constitué la manifestation du 8 mars 2003 achevant une marche des femmes des quartiers qui avait sillonné plusieurs villes de France, un regard exploratoire semble permis et possible. Il croisera deux lignes de lecture : la myopie de l'analyse, l'opportunisme politique.

- La myopie de l'analyse du manifeste et de la marche trahit le régime asymétrique des débats féministes contemporains réduisant certains enjeux à une lecture essentialiste pendant que d'autres se réclament de perspectives constructivistes. La confusion militante qui porte à encenser le « npns » traduit le malaise que traversent le mouvement féministe comme le milieu associatif féministe intervenant dans les quartiers quant à la lisibilité des enjeux et l'efficacité des réponses.

- L'instrumentation politique vise à externaliser ou enclaver certains débats en les sous-traitant à des professionnel(le)s de la prise de parole tenu(e)s de prêcher sous influence.

Loin de ne concerner que certaines femmes, migrantes ou descendantes de migrants par exemple, y compris dans la définition essentialiste des femmes dont s'accommode la marche et ses tenantes, des questions plus larges se profilent : Quelle est la définition sociale du féminin et celui-ci ne s'incarne-t-il que dans un genre ? Les femmes sont-elles égales entre elles ? Les putes et les musulmanes voilées sont-elles devenues les dernières figures repoussoir dans l'univers de filles et de femmes cernées dans les quartiers ?

### La myopie de l'analyse de la marche « npns »

#### Le retour du refoulé

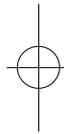
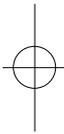
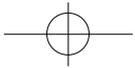
Il y aura vingt ans en décembre prochain, émergeant de banlieues, inquiétantes déjà et qui ne tarderont pas à crouler sous les qualificatifs comme sous les effets de l'usure architecturale, un mouvement s'organise non sans débats, oppositions et tiraillements, qui trouvera une ponctuation (une consécration) mémorable dans la Marche des beurs. À l'époque, les revendications sont en phase avec les 110 propositions du candidat Mitterrand (vote des étrangers au scrutin local, suppression de la double peine, création de la carte de résident de dix ans), et elles entendent aller plus loin, en réclamant les moyens d'une citoyenneté non plus formelle mais réelle. Élu président, il inaugure triomphalement deux décennies de règne de la gauche en alternance. Mais ce qui apparaît alors comme une consécration, l'émergence de revendications qui devraient trouver leur place

dans les préoccupations de la gauche au pouvoir, ne sera en réalité qu'une marche-pied pour d'autres expressions plus contrôlées et policées, puisant et détournant les thèmes inventés par les marcheurs. Les deux marches, beurs et convergences, précèdent et font le lit malgré elles de l'étouffoir que constituera la fondation de SOS Racisme et de France Plus, deux structures téléguidées dès 1984 par l'Élysée et le Parti Socialiste<sup>1</sup>. Ce paysage tourmenté, agité par des débats internes et sous influence idéologique forte, ne s'accorde pas, loin s'en faut, avec les revendications et actions féministes, présentes depuis longtemps sur le terrain y compris dans les milieux ouvriers, et tout cela malgré le fait que parmi les initiateurs des marches, se soient comptées des femmes et qu'elles aient alors eu leur mot à dire sur les options politiques et idéologiques à défendre. Une des raisons pour lesquelles la greffe féministe « deuxième génération » n'a pas pris, est sans doute à chercher dans le principe qui consiste à subordonner la cause des femmes à celle des rapports de classes, si possible asexués, posture héritée de 68 et toujours présente à gauche à l'aube des années 80. Cette hiérarchie a commandé la sortie de l'invisibilité des « travailleurs immigrés » dans le strict contexte des luttes syndicales des années 70-80 et de la perception ambiguë qu'en eurent les politiques de l'époque. Elle a logiquement empêché la visibilité des femmes migrantes (Gaspard, 2000) dont la plupart n'avaient pas d'identité sociale, c'est-à-dire professionnelle, contribuant à les séparer des ouvrières, même si certaines d'entre elles le furent, alors même qu'elles se côtoyèrent dès les années 60 dans les logements sociaux. Le séparatisme est hérité par leurs descendantes, françaises ou en quête de naturalisation, qui se sont vues référées d'abord et avant tout à une identité régie par l'origine et la migration. La figure de « la beurette » est l'exacte expression de ce télescope d'un être social tenu de faire la démonstration par son apparence et ses mœurs de son intégration à la société majoritaire, tout en étant constamment assigné à une différence perçue comme irréductible.

#### Un essentialisme inoxydable

Au terme d'une recherche menée sur cette figure emblématique des filles de migrants nord-africains en France devenue une catégorie convenue, j'avais proposé d'abandonner l'objet constitué à partir du sens commun pour voir de

■ Un article du Monde (le 21-05-03), commente la récente visibilité revendiquée des « musulmans laïcs », un des avatar d'une mouvance France-Plus à la création de laquelle le cabinet Mermaz de l'époque ne fut pas étranger. Pour une histoire qui reste entièrement à faire de cette période charnière et des mouvements nés et morts-nés, les travaux d'Angelina Peralva sur France Plus demeurent pionniers (rapport à l'IHESI), non encore publiés. Quant à SOS Racisme, la légende de la petite main (reprise pour « Ni pute, ni soumise » dans la variante « Touche pas à ma pote »), supplante encore aujourd'hui les efforts d'une histoire qui devient urgente.



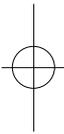
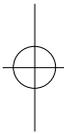
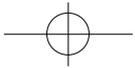
plus près comment il se diffractait et se recomposait sous des formes et des questions diverses : attachements et appartenances, identités et altérités, rapports de classes et de genres, inégalités et dominations. Toutes choses qui permettaient de désenclaver la question des « beurettes » pour établir des correspondances entre un ensemble de phénomènes partageant la même matrice phénoménologique et explicative : les appartenances minoritaires, les processus d'exclusion, les homosexualités, les situations de handicap, etc. Cette dilution ne répondait pas seulement à un effort épistémologique, elle correspondait à une volonté d'en finir avec un essentialisme inoxydable qui, s'il offrait un fonds de commerce à quelques archéo-féministes, enfermait assurément les descendantes de migrants post-coloniaux dans une figure de Janus, victime et héroïne, profilée par leur nature de femme et leur origine ethnique et religieuse. Or, quelques années plus tard, prévaut le sentiment que le manifeste « Ni putes, ni soumises » est lu à rebours de cet effort de désenclavement qu'il revendique pourtant dans son texte, confirmant une tendance convergente. Le souci, sociologiquement fondé, de sortir d'une spécificité contre-productive de « la femme migrante » pour aller vers une claire compréhension de la multitude de singularités, entre autres sexuées, nourries par une expérience individuelle et complexe, la migration, devient ou redevient illisible pour tout un ensemble d'intervenants et « d'entrepreneurs de morale ». La lecture dominante, homogénéisante et localiste, qui en est faite, conduit à séparer les femmes des quartiers des autres et à les unifier en les identifiant à une seule origine culturelle fusionnant deux termes pourtant justiciables d'une distinction claire, arabo-musulmane pour ne pas la nommer. Comme celui-ci, le terme « maghrébin(e) » condense des références nationales, ethniques, linguistiques multiples et gomme la diversité de parcours et d'individus au profit d'une origine qui supprime toute autre définition de soi et ignore ainsi les positions sociales, sexuée et culturelle dominées que cumulent les filles de migrants nord-africains et à partir desquelles elles s'inventent. Tout signe ainsi un mouvement de retour à une rhétorique pourtant dénoncée et dépassée, celle de « la » femme dans l'immigration et de son rôle ineffable en vue d'une émancipation inéluctable. Une prophétie auto-créatrice parfaitement illustrée par les étapes de la Marche des femmes des quartiers et ce, en dépit des déclarations écrites et orales des premier(e)s signataires comme des sympathisante(e)s du manifeste : condamnation du machisme dans une symbolique définitive du

■ Rappelons que le week-end du meurtre de Sohane avait été ponctué par une série noire de « faits divers » articu-

deuil de Sohane, brûlée vive par un adolescent à Vitry<sup>2</sup>, mise en scène de la dénonciation des mariages forcés, mise à l'index des filles voilées, etc. Ainsi, les figures emblématiques de

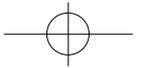
la marche n'ont eu de cesse d'expliquer que leur action, loin d'être cantonnée aux femmes migrantes et à leurs filles ou dirigée contre les pères et fils qui prétendent les contrôler, entend dénoncer les formes de ségrégation conduisant à une confrontation de plus en plus brutale entre garçons et filles. Audible, ce mot d'ordre n'en a pas moins été brouillé par la tentation de remettre au goût du jour des figures passées du mouvement féministe en faisant émerger des *filia dolorosa* ou des femmes en lutte et qui donc ne pouvaient avancer qu'en revendiquant un éternel féminin bafoué et humilié par des hommes tout aussi éternels dans leur machisme et leur violence. L'essentialisme fonde la partition binaire, elle aussi inoxydable, entre homme-femme, masculin-féminin, fille-garçon ; conception matérialisée dans des frontières spatiales, dans des attributs sexués et vestimentaires, « le voile ou la mini-jupe », autant d'alternatives auxquelles peu d'individus accepteraient aujourd'hui d'être réduits et de se plier. Car si la séparation de corps existe dans les périphéries, et si elle conduit à la contrainte par corps, c'est à la construction sociale de figures fortement sexuées qui puisent dans un imaginaire colonial, orientaliste, patriarcal, ouvriériste et... féministe qu'on la doit. Elle a figé des figures sociales dans un enfermement sexué mutualisé et entretenu de toutes parts, chacun croyant trouver un intérêt à l'entreprise de sexualisation de l'autre. Si le simple fait d'être une femme est devenu une conduite à risque dans les quartiers ségrégués, ce n'est pas parce que les garçons sont sous l'emprise d'une bestialité dont ils ne veulent pas se défaire, trop heureux qu'ils seraient d'en recueillir les dividendes. Il n'y a pas de calcul coût/bénéfice à débusquer dans ce qu'on nous présente pour du machisme à l'état pur: même les garçons des quartiers commencent à comprendre qu'ils n'ont rien à gagner à vouloir la survivance d'un patriarcat qui les contraint et leur commande de contraindre les femmes. La question est de savoir comment, et avec qui, ils ouvriront des espaces d'affranchissement du virilisme qui les étirent. Ce n'est pas la concurrence sauvage entre sexes conduisant à une confrontation à huis clos des héritiers et héritières de mondes ouvriers et migrants confondus qui répondra à cette question. Car cette confrontation, loin de signer la décomposition du lien social dans les quartiers, traduit l'extrême tension qui le caractérise, l'inflation des besoins de rapports en régime de misère sociale et sexuelle, et la raréfaction des conditions de leur réalisation. Pendant que l'apaisement préside aux rapports entre individus bien éduqués, que l'euphémisation des identités sexuées des milieux « éclairés » ou policés augure d'un effacement des sexes dans leurs rapports sociaux,

lant tous la figure de « l'Arabe » : une victime arabe d'un assassinat raciste dans le nord de la France, un dragueur arabe provoquant la mort de sa proie arabe, l'assassinat raté par un arabe halluciné et homophobe de Bertrand Delanoë, maire de Paris.



dans les quartiers, la guerre des sexes fait rage et ne risque pas d'être apaisée par une dénonciation unilatérale des hommes. Que ceux-ci soient devenus l'objet d'un opprobre consensuel du fait d'une tentation de soumettre les femmes, qui à une sexualité dominatrice, qui à une sacralité diffuse, exigeant qu'elles se voilent, n'autorise pas à céder à la facilité de l'anathème. L'idée que la confusion des genres existe aussi dans les familles migrantes nord-africaines, comme dans les relations de fratrie et de pairs en milieu populaire, n'est pas près d'effleurer celles et ceux qui aujourd'hui ont décidé de miser sur la concurrence fille-garçon, mari-femme, parents-enfants, entretenant des lignes de clivages qui continuent d'emprunter à des stéréotypes qui n'ont plus cours dans les analyses des classes moyennes. La résistance des intellectuels à l'idée qu'il puisse se passer quelque chose de nouveau dans les périphéries, des changements douloureux, y compris sous la forme de radicalisations ou de replis, en dit long sur la distance, non pas entre cultures mais entre classes sociales. Elle trahit la myopie des bien-pensants. Tout se passe comme si les intellectuelles qui revendiquent une capacité à se mettre à distance de leur enveloppe sexuée et des normes qui pèsent sur elle, résistent à penser selon la même dialectique les rapports de domination de genre dans les classes populaires, a fortiori lorsqu'il y a ascendance migrante coloniale. Elles dévient à l'objet de leur réflexion une capacité dont elles se réservent l'exclusivité, accréditant une vision sociale eugéniste: confinement dans une enveloppe sexuée qu'il convient non pas tant de mettre à distance, en la déchirant, que de rendre viable, en la pacifiant, par exemple, en réformant les rapports entre genres qui à ce compte, ne sont pas près de disparaître du paysage des banlieues populaires. Pour en avoir le cœur net, il suffit de lire ces mots de l'éditeur du livre écrit par Fadela Amara avec Sylvia Zappi: «Fadela Amara délivre ici un message de colère, de lutte et d'espoir. Celui de voir les filles des cités gagner leur liberté, dans un rapport pacifié à l'autre sexe.» Condamnation ou promesse de n'exister qu'à travers et à l'intérieur d'une identité de femme spécifiée ? Réduction de l'autre à sa face sexuée ? Voilà qui augure d'une classe intellectuelle jalouse de la diffusion de ses avancées, car si elle commence à penser le dépassement des deux sexes, elle n'entend pas démocratiser trop largement cette source bien plus puissante de libération.

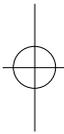
Voici un monde qui prenant la mesure des inégalités persistantes entre sexes et de l'inefficacité de politiques trop éthérées, veut au moins engranger les fruits d'une marche et profiter de l'effet d'aubaine, se félicitant des provocations langagières dont il n'était plus coutumier et du peu d'effort qu'il aura eu à fournir. Les voies qu'ouvrent aujourd'hui les débats sur les catégories sexes, genres et *queers*, ne seront pas empruntées par celles et ceux qui se



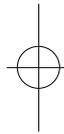
reconnaissent dans le manifeste. Il suffira aux femmes des quartiers de s'arrêter avant, lorsqu'on aura eu raison des excès de leurs hommes en les convaincant qu'ils n'ont rien à y gagner. Mais cette pacification relative n'entamera pas l'essentialisme dans lequel ils continueront d'être enchâssés du fait d'une différence qui, si elle n'est plus commandée par l'origine, trouvera dans l'essence des sexes une formulation durable et... inoxydable. Les archéo-féministes ne sont pas près de liquider leur fonds de commerce, il est probable qu'elles tourneront le dos à un ensemble de débats qui, dans le sillage des *cultural studies*, aboutiront à la fin du manichéisme des genres.

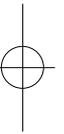
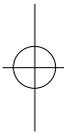
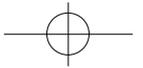
La sous-traitance du politique.

Mais cela concernera-t-il les « garçons arabes » et les « beurettes », figures en miroir, caricatures que l'on croyait dépassées et qui retrouvent une place inespérée dans l'entreprise d'escamotage des questions qui fâchent ? Femmes de classes populaires et intellectuelles n'auront pas à prendre langue avant longtemps.



Aux premières, l'essentialisme d'une féminité éternelle et meurtrie, aux secondes les questionnements audacieux sur les sexes, le genre, le *queer*. Aux unes l'icône martyre de la *filia dolorosa*, de la sororité blessée, la sous-traitance, en lieu et place des biens-pensants de la politique de la féminitude par la dénonciation de ses oppresseurs : le viol, le voile. Comme si porter celui-ci constituait une incitation à pratiquer celui-là ! Aux autres l'invention du sexualisme (constituer sa sexualité en auto-fiction ou en doctrine politique), les acrobaties de l'externalisation de la maternité mais pas (est-ce un oubli ?) celle de la sexualité, car la première asservirait la femme, quand la seconde la libèrerait ? À elles aussi un féminisme paradoxal qui entretient la partition fondée sur l'essence des sexes, sans l'interroger radicalement, et s'accommode de vicissitudes inégalement distribuées au féminin, mais également accordées au singulier. Les femmes de classe populaire n'ont pas leur place dans un débat avec Iacub ou Badinter, tout juste bonnes à être saisies par une émotivité qui leur interdit l'accès à la raison, comme un sexisme éternel n'a cessé de l'affirmer ou félicitées pour leur ténacité par un « maternalisme » œcuménique. Les marcheuses surprises par leur succès ont compris qu'elles comblaient un vide, mais elles n'ont pas toujours su éviter les anathèmes relayés par les reportages faciles, la réduction des enjeux à la lutte contre l'oppression des femmes « issues de l'immigration », tombant dans le piège qu'il fallait éviter, celui de la désignation de coupables, si heurtés par la virulence des mots d'ordre qu'ils ont objecté : « ni proxo, ni macho ». Car il n'est dès lors plus nécessaire de parler au nom des femmes dominées, mais judicieux de mettre dans leur bouche les mots d'un féminisme en perte de crédibilité





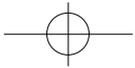
et qui retrouve là, une jeunesse et une fraîcheur à laquelle on n'osait plus croire. Une fois la marche achevée, les micros fermés et les caméras tournées vers d'autres transactions d'images, comment s'étonner que les promesses dictées par l'actualité du 8 mars ne soient pas tenues ? Avaient-elles seulement vocation à l'être ? Comment ne pas voir manipulation et récupération, derrière l'improbable rencontre autour d'un couscous (sic) à Trappes entre les femmes du gouvernement, se défendant d'être féministes, et les marcheuses ? Comment ne pas lire l'opportunisme d'un Premier ministre qui n'en espérait pas tant : poser avec les insoumises sans rien leur devoir ? Comment ne pas y discerner l'ombre portée d'un indigénat d'un nouveau genre, où les hommes, décidément trop soumis à leur nature, sont supplantés par des femmes, portées par leur nature, destinées à être les porte-voix d'une civilisation émancipatrice en quête de bouc-émissaire, cette figure sacrificielle propre à toute violence fondatrice ? Le questionnement qui a jalonné ces derniers mois n'a pas établi un parallèle entre les débats sur le conflit de normes sexuées dominantes, qu'elles soient libertaires ou morales, et les formes de soumission sélective à ces normes qui entretiennent des hiérarchies et des concurrences entre femmes et entre femmes et hommes, inaugurant le sexisme à l'envers, celui où des hommes ont le tort d'être, tout simplement. Mais qu'on se rassure, le coupable des viols comme du voile est tout trouvé : il s'agit de ce stéréotype, détestable, « le garçon arabe », lui que sa « nature » pousse à une hétérosexualité violente et qui condamne les filles à se voiler pour se protéger de sa concupiscence ou à céder devant ses instances, qui n'ont rien de fleuries. La bestialité à l'état pur, l'incivile dans toute son obscénité, se tient aux portes de notre monde policé et suscite dégoût et compassion pour ses victimes. Figure bien confortable...

Comme les beurettes ont été les bonnes élèves de l'intégration, les « Ni putes ni soumises », dont la ressemblance avec les premières est troublante, sont vouées à être les faire-valoir, les bonnes élèves d'un féminisme en perte de vitesse (de substance ?), rigidifié sur des positions universalistes qui sont devenues intenables, juché sur un républicanisme de plus en plus instable. Il leur incombe de redonner crédibilité aux deux mamelles de la doctrine politique française sans les questionner, sans les confronter à leurs limites. Les porte-voix d'un féminisme bien pensant, c'est-à-dire renonçant à toute forme de mise en danger des certitudes, sont en quête de notabilité quitte à choisir leur camp, celui où l'on n'a plus besoin d'être féministe – les femmes du gouvernement et de la majorité croyant qu'il s'agit d'un nouvel attribut naturel du féminin. Et lorsqu'ils sont à gauche, c'est avec une touche « maternaliste » et condescendante qui n'est pas sans nous rappeler un certain populisme appelant l'invocation des foules « d'en bas ».

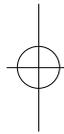
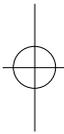
Épilogue très pute, très voilé...

De nombreuses femmes ont scandé le slogan « Ni pute, ni soumise », certaines à gauche continuent de le porter en sautoir, encore toutes émoustillées par le sentiment de s'être encanaillées. Résultat : gauche et droite confondues s'interrogent aujourd'hui sur l'interdiction du port du voile. Cette opposition entre tenante de l'émancipation et porteuse du voile, entretient un clivage qui constitue les filles et femmes des quartiers (comme si l'oppression des femmes et le port du voile émanait uniquement des « classes dangereuses ») en deux camps voués à s'affronter sous le regard patelin de sexistes qui n'en demandaient pas tant. Comme des féministes de seconde zone, tout juste bonnes à hériter de causes qui n'ont pas porté les fruits espérés, les femmes des quartiers se sont vues léguer un féminisme dépassé parce qu'il a été aveugle aux rapports de classes. Elles ont accepté le strapontin concédé qui les confine dans le rôle de petite main d'un féminisme largement critiqué dans des cercles intellectuels confidentiels. Or, c'est encore aux femmes « d'en bas » parmi lesquelles se comptent celles « d'ailleurs », que l'on demande de promouvoir ce qui n'est déjà plus opératoire ni souhaité par les féministes « éclairés » (parmi lesquels se comptent de plus en plus d'hommes et d'homosexuels) : une émancipation au prix de la conformation aux normes dominantes.

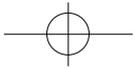
En se défendant d'être des « putes », bien des femmes ont opté pour la stricte défense de leurs intérêts d'honnêtes femmes et ont oublié les « femmes publiques », par exemple, les mineures importées pour être vendues sur les boulevards des maréchaux. Elles ont conforté l'idée que c'était effectivement une insulte contre laquelle il fallait protester de sa respectabilité et se sont du même coup désolidarisées de celles et ceux qui, prisonniers des réseaux transnationaux de l'économie esclavagiste, sont contraints de se prostituer dans des conditions d'insécurité absolue. Ayant choisi leur camp, elles ne peuvent dénoncer le racisme larvé opposant les prostituées qui se veulent indépendantes et avisées et les étrangères qui survivent à la périphérie, vecteur fantasmé de toutes les contaminations. Plutôt que de clamer qu'elles n'en étaient pas, toutes ces femmes auraient pu afficher leur insoumission, renverser le stigmate et le brandir en étendard en clamant : « Nous sommes toutes des putes ». Comme les homosexuels n'ont pas hésité à revendiquer le fait d'être « pédés » ou « lesbiennes » pour situer leurs revendications ou comme après un certain 21 avril, nous étions « tous des immigrés », ou en mai 68 des précurseurs furent « tous des juifs allemands ». L'audace consistait à renvoyer hommes (et femmes) agrippés à la bouée de sauvetage du préjugé, à l'inexistence de leur pensée, plutôt que de les conforter dans



l'idée qu'il s'agit d'une atteinte grave à la dignité de la personne, de l'insulte absolue, rehaussant celle-ci au statut d'argument qu'il convient de contrer. Il eût mieux valu offrir le temps d'une marche, et plus si affinités, la possibilité de prendre la parole pour mettre à nu les ressorts d'une mise à l'index, d'une volonté d'humilier que les hommes des quartiers préfèrent autant par haine d'eux-mêmes que par incapacité à dire l'amour de l'autre. Enfin en se défendant de l'être, elles s'excluent du débat entre féministes éclairées, celles d'en haut, sur prohibition, légalisation ou pénalisation de la prostitution par une loi réussissant le tour de force de réactiver une morale réactionnaire, d'en préserver le fonds patriarcal, tout en épargnant le «laisser-faire» si cher à l'économie capitaliste. Les femmes des quartiers, elles, ne seraient-elles pas assez «libérées», trop coincées, pour revendiquer le droit de se prostituer comme l'ont fait certaines femmes protégées par leur statut d'intellectuelle suscitant les réactions indignées et argumentées d'autres intellectuelles ?

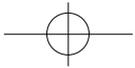


Alors, tel est le rapport entre une prostituée et une femme voilée: si l'une est criminalisée, l'autre est diabolisée et l'une comme l'autre sont victimisées. L'une comme l'autre sont sous influence, celle d'hommes qui, au nom de leur foi en l'argent ou en un dieu qu'ils prétendent sensible aux partitions sexuées, imposent des règles qui satisfont leur conception du monde. Que ce monde soit mercantile ou voué à une sacralité au périmètre extensible, il doit être servi par des femmes soumises et dociles. Mais ce point de vue partiel sinon partial, puisqu'il parle en lieu et place des femmes concernées, nous détourne de questions plus centrales que le débat en trompe l'œil sur le voile se garde bien de poser. Pour l'heure, l'objectif de ceux qui appellent de leurs vœux une loi interdisant le port du voile (entre autres) comme de ceux qui préfèrent la gestion au cas par cas, semble être le même: l'invisibilité de l'islam dans l'espace public, un islam discret et qui doit le rester nous dit-on avec un voile «intérieurisé», comme il y a eu une intégration qui visait la transparence de vagues successives de migrants. Un islam qui, après avoir été attaché à l'identité d'indigènes français dans l'empire colonial, puis dissimulé derrière l'identité d'ouvriers immigrés venus des colonies qui n'avaient pas cessé pour autant d'être des musulmans, est devenu l'unique source, même stigmatisée, de visibilité pour eux, leurs descendants. Un islam vu comme totalisant, que des individus endossent comme une étiquette voire un carcan, se proclamant musulmans-laïcs, pour exister dans un espace politique qui, tout en prétendant ne reconnaître que des individus-citoyens, ne cesse d'instrumentaliser les communautés qu'il contribue à façonner et de pousser à se définir selon des identités tranchées. Est-ce dès lors étonnant que ce soit le même Sarkozy qui, avec un égal mépris sexiste promulgue



les lois réprimant les prostituées et non leurs proxénètes et qui fait de la provocation en rappelant à l'ordre républicain les femmes voilées devant leurs hommes au meeting de l'UOIF ? Ce même Sarkozy qui a su rafler la mise de la consultation des musulmans de France, accouchée aux forceps après quinze ans d'atermoiements, se dispensant même de lui donner un vernis démocratique, 5000 votants pour 3 millions de musulmans supposés. Lui qui a ainsi notabilisé les plus mobilisés et les plus radicaux d'entre eux leur offrant un deal pervers : jouer les « musulmans » contre les « Arabes ». En bon présidentiable, il clientélise des musulmans avec lesquels il partage des valeurs réactionnaires, décidément à la hausse, et prépare ainsi le terreau de son électorat contre ceux qui ont oublié d'être des bons musulmans ou du moins de l'afficher, en qui il voit les délinquants potentiels, assignés aux cages d'escaliers, dernier lieu tendance de la criminalisation. Mais soyons justes, il n'est pas le seul à lorgner du côté de ceux qui ne sont presque plus des Arabes de service et pas encore des Français bon teint. De tous bords les courtisans affluent. Non pas pour en faire leurs pairs, mais pour mieux se défaire sur les questions qui fâchent et les sous-traiter à celles et ceux qui y sont assignés par une origine visible : musulmans réactionnaires, musulmans laïcs, Français d'ascendance immigrée partisans d'une laïcité sacralisée à moins qu'il ne s'agisse d'un républicanisme intégriste. De nouveaux supplétifs sont ainsi recrutés pour enclaver les débats épineux, comme celui de l'islam de France réservé aux musulmans, faisant d'eux les ventriloques de couplets politiques que les ténors ne veulent pas entonner, les porte-voix de politiques qu'ils n'auront pas décidées. Pendant que tour à tour nous reposons, refondons, confondons et opposons dogme républicain et principes démocratiques, nous oublions de poser une question utile par les temps qui courent : comment arrêter la fascination pour un communautarisme de repli et ses signes prosélytes ? Les institutions, l'école en tête, ne pas sont les dernières à y succomber et gèrent selon un principe d'asymétrie qui tolère des uns ce qui ne peut l'être des autres, déroge à la règle de la laïcité en réduisant certains élèves à leur origine et les contraint, peu ou prou, à se prononcer sur leur appartenance, donc leur loyauté.

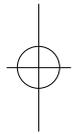
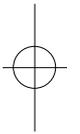
Et pour celles et ceux qui croient que prôner une laïcité ouverte, c'est être rongé par la culpabilité post-coloniale, une mise au point s'impose : il n'est nullement question de réparation ou de repentance, les temps ont changé et ne réclament rien de tel. Mais il serait urgent de tirer profit des impérialismes passés pour agir dans deux directions. Savoir clore dignement le chapitre d'une histoire coloniale qui appartient à tous les Français et ne viendra plus s'insinuer, tel le retour du refoulé, dans les

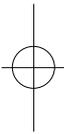
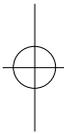


débats. Le travail de mémoire et la reconnaissance partagée des crimes et dérives commis de toutes parts comme des contributions anonymes au vivre ensemble en sont les deux préalables. Nous n'en prenons pas le chemin, si l'on considère la liquidation en douce d'une partie des missions du FAS, organisme fondé en 1958 pour accueillir les musulmans français, qui devra appliquer le contrat d'intégration des nouveaux migrants. La réanimation du couple moribond immigration-intégration n'augure pas non plus de l'ouverture d'un nouveau chapitre. Tirer les leçons des connaissances accumulées par les historiens sur les épisodes entremêlés de l'esclavagisme, du colonialisme et des migrations pour les verser au patrimoine commun de l'histoire enseignée à *tous* les élèves de l'école publique et privée, comme cela se fait déjà pour la Shoah.

Et s'il venait à l'esprit inspiré de quelque politique d'historiciser la laïcité, il pourrait commencer par démontrer qu'une dérogation permanente au principe de séparation privé-public n'est en rien corrigée : celle qui consiste à assigner un individu dans l'espace public à son sexe, de le voir d'abord comme féminin ou masculin, de ne voir que deux genres, inscrivant là encore l'origine au cœur des rapports sociaux. Que les féministes universalistes aient bénéficié naguère de la laïcité ne les dispense pas d'en questionner à leur tour les limites quant au respect de toutes les singularités, y compris sexuées. Une avancée de la laïcité consisterait à en finir avec la sexuation de l'espace public, ce qui permettrait du même coup de se demander pourquoi il faut indiquer le « sexe » d'un enfant quand on l'inscrit à l'école, cultivant volontairement ou pas une assignation qui poursuit chacun tout au long de sa vie au lieu de reconnaître la potentielle multiplicité d'identités de genre (hétéro, homo, trans, bi, etc.) libérées d'un héritage sexué contraignant dès lors qu'elles cesseraient d'assigner socialement.

Quant au voile, objet de toute notre attention, il ne devrait soulever que deux questions. Si le voile n'a pas de signification sociale mais une signification spirituelle, signe d'une foi engagée, voilà qui lui ôte toute « visibilité » dans l'espace public et le soustrait à tout questionnement ou toute suspicion qu'ils soient républicains, laïcs ou féministes. Dès lors, si le voile répond à la motivation subjective de certaines musulmanes de « plaire à Dieu », comme me l'a récemment expliqué une femme voilée, pourquoi en ne se voilant pas les hommes musulmans se privent-ils d'un tel avantage en vue d'un salut auquel ils oeuvrent assurément ? Je ne fais pas allusion ici au couvre-chef, élément d'un vêtement traditionnel, aussi bien dans sa version *high-fashion* des émirats que sommaire du fellah. Ce vêtement a une autre généalogie. Je parle d'un voile, expression d'une ascèse spirituelle. Quelle serait la réponse possible des musulmans qui





vont tête nue à cette question ? La polysémie du voile permet dans certains cas de superposer les sens, et de confondre dans un même attribut l'effort spirituel et l'accommodement avec des rapports sociaux de sexes qui sont pensés en termes essentialisés, où la femme, source de danger et de désordre doit être, dans son intérêt propre, soustraite aux regards non policés d'hommes concupiscent. Ce qui nous amène à la deuxième question : pourquoi, si le besoin s'en fait sentir, ne pas aider ceux qui en ont besoin à se libérer de leur concupiscence plutôt que de couvrir la tête des femmes ? Car s'il s'agit alors d'apaiser les rapports entre genres, d'asexuer les rapports publics entre hommes et femmes ou de perpétuer une hiérarchie entre les sexes, le voile revêt une signification non seulement spirituelle mais aussi sociale qui appelle l'ouverture d'un débat riche et dépassionné entre tous les Français, où toutes les questions peuvent être posées à la pluralité des musulmans et des islams de France. Quant aux Françaises musulmanes dont la décision de porter le voile abolit le point de vue des hommes, elles sont les mieux placées pour débattre de la diversité des formes d'allégeances à la république, de l'asexuation de l'espace public et pourquoi pas de l'espace religieux : à quand la prière commune, sans distinction de sexes, dans les mosquées ? Aujourd'hui, pour s'insérer dans l'économie du marché des idées, mieux vaut entretenir des clivages et des hiérarchies entre femmes – au risque de laisser perdurer ceux existants entre femmes et hommes – plutôt que de mettre à nu les continuités qui existent entre la pénalisation de la prostitution et l'urgence à interdire le voile, y compris en légiférant. Même s'il semble aux femmes concernées, comme à ceux qui prennent à cœur leur sort de victime, qu'elles ne peuvent en rien être confondues et que leurs causes ne sont pas solidaires, je pense pour ma part que la dénonciation des prostituées comme des femmes voilées sert des intérêts communs, tous bords confondus, donc inavouables : distribuer les bons points de la respectabilité et notabiliser les plus méritantes en désignant les nécessaires bouc-émissaires. La nouveauté réside dans le fait que ce sont des femmes que l'on stigmatise... derrière lesquelles se profilent des hommes suspects, barbus ou proxénètes. Compter ses clients est le propre de tout pouvoir conservateur qui se pose comme le défenseur d'une morale supérieure. Maintenir les victimes, réelles ou supposées, dans une relation de subordination et de dépendance à l'égard de celles et ceux qui prétendent les défendre pour mieux asseoir leur pouvoir constitue une lâcheté politique. Le vrai débat sur l'éducation et sa transformation institutionnelle étant escamoté pour longtemps, il nous reste les demi-débats sur le voile et ses avatars, espace public-espace privé, prosélytisme-tolérance.